

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Election-presidentielle-en-France-Le-systeme-de-parrainage-penalise-la-participation-les-petites-formations>

Élection présidentielle en France : Le système de parrainage pénalise la participation les petites formations.

Date de mise en ligne : mercredi 15 novembre 2006

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Marc Thibodeau

[La Presse](#) depuis Paris. Canada, le 15 novembre 2006.

Les candidats dans la course aux signatures

Jean Weber, qui dirige depuis 18 ans une petite commune française de 2100 habitants dans l'est du pays, non loin de la frontière allemande, travaille régulièrement 14 heures par jour. Le dîner est cependant toujours réservé à sa femme.

Le militant de Ligue ouvrière qui est arrivé de manière imprévue chez lui pour solliciter son appui pour la dirigeante de la formation trotskiste, Arlette Laguillier, a donc mal choisi son moment.

« J'aime autant vous dire que la conversation a été rapide », souligne en riant M. Weber. Au moins une demi-douzaine d'autres formations politiques ont cherché à le contacter pour réclamer son soutien.

L'élu de 69 ans doit cette flambée de popularité à l'approche de l'élection présidentielle, dont le premier tour se tiendra en avril prochain. Chaque aspirant candidat doit, pour pouvoir se présenter, recueillir l'appui de 500 élus du pays, ce qui donne lieu à une véritable course aux signatures dans laquelle les maires des 36000 communes constituent des cibles de choix. (Seul 3000 sont indépendantes)

Pour les grands partis, la tâche est pratiquement une formalité. Il n'en va pas de même pour les formations plus marginales, qui peinent à atteindre le seuil critique, fixé de manière à limiter les candidatures frivoles.

Lors du scrutin de 2002, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) avait recueilli 543 signatures en faveur de son candidat, Olivier Besancenot. Cette année, la formation d'extrême gauche affirme en avoir recueilli 300 à ce jour et se montre confiante d'atteindre l'objectif à temps.

« Le pays, dit Olivier Martin, de l'équipe de direction de la LCR, serait mieux servi par un système dans lequel les aspirants candidats solliciteraient les signatures de simples citoyens plutôt que d'élus. On dit que l'élection présidentielle est une rencontre entre un candidat et le pays, alors pourquoi faut-il passer par le filtre des maires ? »

Le processus de collecte des signatures suscite aussi des insatisfactions au Front national, actuellement crédité de 10 à 15% des voix dans les sondages. La formation d'extrême droite, qui avait recueilli 533 signatures en faveur de Jean-Marie Le Pen en 2002, s'inquiète de la possibilité de ne pas y parvenir cette année même si 400 signatures auraient déjà été recueillies.

« Ce serait un déni de démocratie, un séisme politique dont les conséquences seraient terribles », a déclaré le controversé dirigeant dans une récente entrevue.

Bien qu'il accepte de recevoir les émissaires des formations politiques, Jean Weber figure parmi les élus qui n'ont pas l'intention de signer pour qui que ce soit. Il en a contre le trop grand nombre de candidats à l'élection présidentielle et s'inquiète de l'interprétation politique que donneraient ses concitoyens à un tel geste.

« J'ai été élu sans bannière politique. Je ne sais même pas pour qui votent les autres membres du conseil municipal et je ne veux pas le savoir », dit-il.